

# « Moins de pouvoir au sommet »

*Le candidat libéral veut « débloquer le jacobinisme français ».*

Propos recueillis  
par Chantal DIDIER

- En Corse, vous vous êtes présenté comme le mieux disant régional de la campagne. Qu'entendez-vous par là ?

- Je veux donner vie à de vrais gouvernements régionaux. Je m'engage à mettre en chantier dès l'été une réforme institutionnelle et constitutionnelle qui sera soumise à référendum à l'automne. Cela passe d'abord par l'inscription du principe de subsidiarité dans la Constitution. Donner aux régions des compétences nouvelles, accompagnées de ressources financières propres et d'un véritable pouvoir normatif délégué. Permettre aux collectivités locales - pays, communautés de communes, départements - de s'organiser librement entre elles, dans le cadre régional et interrégional. Une réforme de la Constitution, qui ouvre des libertés nouvelles à toutes les régions de France et qui renonce au principe d'uniformité de l'administration territoriale, est le préalable à toute ambition réformatrice visant à l'émergence d'un vrai pouvoir local en France.

- Vous faites de la régionalisation une des conditions de report de vos voix au second tour : est-ce parce que cette réforme est prioritaire à vos yeux ?

- Oui, parce que débloquent le jacobinisme français, cette centralisation unique dans les démocraties, où tout se décide à Paris, passe d'abord par une véritable régionalisation. Moins de pouvoir au sommet, plus de pouvoirs aux régions. Voilà la France que j'aime.

- Comment pourriez-vous résumer votre position ?

Pour les Français qui ne veulent pas de cinq années de socialisme de plus, parce qu'ils ont compris que ce n'est pas avec le socialisme que la France retrouvera son rang, le plein emploi et assurera leur sécurité, il y a deux choix possibles : celui de la continuité sur le terrain du centre où s'est placé Jacques Chirac ou François Bayrou avec des positions que j'estime trop conservatrices, trop frileuses ; ou celui d'un vrai changement avec des réformes sérieuses, courageuses et audacieuses. Plus il y aura de Français qui voteront pour moi, plus nous ferons peser ensemble l'exigence de réformes.

## Miser sur les petites entreprises

- En quoi vos propositions vous différencient-elles nettement des autres ?  
Sur la sécurité, par exemple.

- Je défends depuis longtemps l'idée qu'il n'y a pas de police efficace sans une justice qui ait les

moyens de faire appliquer la loi. Concrètement, je propose un plan ORSEC pour la Justice de 2 milliards d'euros supplémentaires chaque année. Tous les discours sur l'impunité ne servent à rien si, dans le même temps, les peines de prison ne sont pas exécutées faute de places. Je suis le seul candidat qui propose de construire de nouvelles prisons, non seulement pour les humaniser, mais aussi pour augmenter le nombre de places.

- Sur le plein emploi ?

- Pour retrouver le plein emploi, il faut miser sur les petites entreprises - commerçants, artisans, professions indépendantes - en allégeant les charges et les réglementations qui pèsent sur elles, en baissant la TVA sur les services à forte main d'œuvre. Je propose aussi un programme-choc en faveur de la création d'entreprises. Créer son entreprise, c'est le rêve de 15 millions de Français ! Je veux aussi aider celles et ceux qui sont enfermés dans l'assistance à reprendre un emploi par la création d'un revenu minimum garanti.

## « Qu'ils écoutent ma différence »

- Sur l'école ?

- Je suis pour une totale autonomie des établissements scolaires et je fais confiance aux enseignants. On mesure les ré-



Alain Madelin : « Il y a des électeurs de droite qui sont insatisfaits du spectacle de l'opposition ». Photo AFP

sultats, on évalue l'établissement mais on laisse une très grande liberté sur les moyens et l'organisation de la scolarité. Par exemple, je laisse aux parents la liberté de choix de l'école de leurs enfants.

- Sur les retraites ?

- Il faut compléter le régime par répartition en favorisant l'accès aux fonds de pension grâce à un mécanisme fiscal simple. Pour garantir les retraites par répartition à partir de 2010 et 2015, il faut privatiser largement le patrimoine public et favoriser la retraite à la carte. Mais si l'on doit partir plus tard à la retraite, il faut créer un marché spécifique pour les seniors. Faut de quoi

les générations-galère, celles qui ont vécu le chômage, le travail à temps partiel, le RMI, n'auront que des retraites de misère. On ne peut pas l'accepter.

- Qu'attendez-vous des Français dans cette campagne ?

- Qu'ils écoutent ma différence et expriment leur préférence. Il y a des électeurs de droite qui sont insatisfaits du spectacle de l'opposition et peuvent être tentés par le vote protestataire. Je leur fais des propositions modernes et constructives. Les voix qui se porteront sur moi au premier tour seront à la fois celles qui feront gagner au second tour et avancer la France.